

1987, chapitre 119
LOI CONCERNANT LA VILLE DE VERDUN

Projet de loi 245

présenté par M. Maximilien Polak, député de Sainte-Anne

Présenté le 10 décembre 1987

Principe adopté le 18 décembre 1987

Adopté le 18 décembre 1987

Sanctionné le 18 décembre 1987

Entrée en vigueur: le 18 décembre 1987

Lois modifiées:

Loi concernant la ville de Verdun (1982, chapitre 95)

Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)





CHAPITRE 119

Loi concernant la ville de Verdun

[Sanctionnée le 18 décembre 1987]

Préambule ATTENDU que la ville de Verdun a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1982, c. 95,
a. 2, mod.

1. L'article 2 de la Loi concernant la ville de Verdun (1982, chapitre 95) est modifié par le remplacement des troisième et quatrième alinéas par le suivant:

Pouvoir
d'aliénation

« La ville peut aliéner un immeuble visé au présent article et, dans ce cas, le prix d'aliénation doit être suffisant pour couvrir les dépenses engagées à son égard. Toutefois, malgré toute disposition inconciliable, elle peut aliéner l'immeuble pour un montant inférieur ou à titre gratuit en faveur du gouvernement, de l'un de ses ministres ou organismes, d'une commission scolaire, de son office municipal d'habitation ou d'un autre organisme à but non lucratif. ».

1982, c. 95,
a. 5, remp.

2. L'article 5 de cette loi est remplacé par le suivant:

Programme
de revitali-
sation

« **5.** Le conseil peut par règlement, aux conditions dans les secteurs de la ville et pour les catégories d'immeubles et de travaux qu'il détermine, adopter un programme de revitalisation ou d'intervention prévoyant l'octroi de subventions en vue de favoriser la construction, la reconstruction, la rénovation, la transformation, la restauration, l'agrandissement, la relocalisation, le déblaiement, l'aménagement ou la démolition de tout immeuble à des fins résidentielles.

Subvention Le montant maximum d'une subvention ne peut dépasser le coût réel des travaux. ».

1982, c. 95,
a. 5.1, aj. **3.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 5, de l'article suivant:

Corporation
sans but
lucratif « **5.1** Sur présentation d'une requête de la ville, le gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe, délivrer sous le grand sceau du Québec des lettres patentes constituant une personne en corporation sans but lucratif disposant des pouvoirs nécessaires à la réalisation des objets suivants:

a) l'acquisition d'immeubles à des fins d'habitation pour personnes ou familles autres que celles à faible revenu ou à revenu modique visés par l'article 57 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8);

b) l'exercice des autres pouvoirs que la présente loi confère à la ville. ».

c. C-19,
a. 649.1, aj.
pour la ville **4.** La Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifiée pour la ville de Verdun par l'insertion, après l'article 649, de l'article suivant:

Annulation
d'une
amende et
d'un mandat « **649.1** Le juge de la Cour municipale peut, sur requête motivée du directeur du service de police, du directeur du service compétent ou du greffier de la Cour municipale annuler:

a) la partie non perçue de l'amende et des frais encourus pour son recouvrement ainsi que le mandat d'emprisonnement émis à cette fin, lorsqu'il s'avère impossible ou futile d'en poursuivre l'exécution;

b) tout mandat d'emprisonnement ou bref de saisie-exécution émis par le greffier ou par un juge municipal, relatif à une infraction à un règlement municipal ou à une loi du Québec lorsqu'il a été impossible de l'exécuter durant les cinq ans écoulés depuis la date d'émission des procédures. »

Entrée en
vigueur **5.** La présente loi entre en vigueur le 18 décembre 1987.